

RÉEL CRIMINEL

Été 2025 | n°6



L'INSÉCURITÉ, TOUJOURS PIRE

**2017-2025 - LES FAITS, LES PREUVES : BANDITISME - BRAQUAGES
- CAMBRIOLAGES - COUPS & BLESSURES - HOMICIDES - PILLAGE
DE LA FRANCE - STUPÉFIANTS - ZONES HORS-CONTRÔLE**

POURQUOI RÉEL CRIMINEL ?

Pour chiffrer et étudier les évolutions de la criminalité en France, il est difficile de se fier au ministère de l'Intérieur qui multiplie les omissions ou falsifications, comme nous l'établirons. Les chiffres sont de plus en plus opaques : naguère contrepoids aux chiffres incontrôlés de l'Intérieur, des organes indépendants produisaient des "Enquêtes de victimation" détaillées sur les crimes subis par la population. Or, ces organes démantelés, les futures "Enquêtes de victimation" sont à 100% produites à Beauvau : tout élément comparatif a ainsi disparu.

Autre problème majeur, la plupart des "journalistes police-justice" des médias "d'information" sont soumis au service de presse du ministère de l'Intérieur, qui les contrôle par du chantage à l'info, qui décide des sujets de publication, etc.

La radiographie criminelle de la France incombera donc à RÉEL CRIMINEL, dont la base documentaire accumule chaque mois des milliers de faits et données tous sourcés et recoupés avec soin. Sa mission : d'ici l'élection présidentielle (2027 par hypothèse), divulguer la réalité criminelle aux publics intéressés.

« Les chiffres, personne ne les croit, donc ce n'est pas la peine d'en discuter »

Gérald Darmanin, Le Point - 5 mai 2025



Xavier Raufers
Criminologue

Avant tout : notre critique est positive

Les médias binaires nourrissent l'idée simple que les ministres régaliens du moment (Intérieur, Justice) se suivent sans hésitation ni murmure ; toute critique relevant de la volonté de nuire - réflexe admissible quand l'intéressé fournit 100% de ce vous écrivez. Mais réaction fautive, car bien sûr certaines critiques sont positives - celles des hauts magistrats et des criminologues étant d'évidence parmi celles-ci.

Quiconque n'a même qu'effleuré le système éducatif sait que le maître notant mal son élève ne veut pas le détruire. Il cherche à le faire positivement réagir, la critique ouvrant la voie des bonnes notes et du succès scolaire.

Ainsi, le journaliste, le ministre, le magistrat et le criminologue veulent au fond la même chose : une France paisible et sûre - là n'est vraiment pas le problème. Le problème, c'est l'action du politique vers son objectif ; adéquation de ses propos à la réalité du terrain ; engagements tenus ou pas ; mesure dans laquelle (Malherbe) « les fruits passeront la promesse des fleurs ». Or côté sécurité, les résultats de MM. Macron, Darmanin, etc. sont exécrables.

Ordre public et état de droit

Tous les Français ne sont pas docteurs en histoire, mais se savent, dans leur inconscient collectif, héritiers de la très longue histoire de France... Dès le XVII^e siècle, une administration toujours renforcée depuis lors, travaille à maintenir l'ordre social et public ; elle suscite le consentement à l'ordre et protège les Français. Cette administration - sa longue histoire, bien dé-

critée dans deux ouvrages¹ - porte le principe fondateur de notre organisation sociale ; au long cours, elle intervient en mille points de la société, règle, porte les symboles forts. Ce séculaire outil devait être financé mieux, rénové, rajeuni. Au lieu de quoi, les récents ministres de l'Intérieur l'ont trahi, en ont fait une machine à camoufler et à mentir.

Deux obstacles majeurs

- Mesure du crime : l'Intérieur n'est plus crédible. En juillet 2024, le service statistique du ministère de l'Intérieur livre des données sur « la délinquance » du premier semestre ; affectées par ce que le (respectueux) Figaro qualifie ironiquement de « *corrections aux contours mystérieux* ». Dans ce document, on lit ceci : « *Suite à un problème informatique, un nombre significatif [?] d'infractions enregistrées par les services de la Police nationale du 20 mai au 1er juillet est absent à tort du système d'information statistique des forces de sécurité intérieure* ».

Décodeur : sur 183 jours du 1^{er} semestre, 42 manquent, soit 23 % du total - en 2024, année olympique durant laquelle la sécurité est scrutée comme le lait sur le feu. Est-ce sérieux ?

- Une justice exsangue - citons le procureur général près la Cour d'appel d'Aix-en-Provence : « On a la justice qu'on veut bien se payer. En 2024, elle représente 1,74 % du budget ».

¹ Pierre Legendre, *Trésor historique de l'État en France, l'administration classique*, Fayard, 1992 - Pierre Rosanvallon *L'État en France de 1789 à nos jours*, Le Seuil 1992.

Territoires criminalisés / Réel criminel brut

La « Politique de la Ville »

Voici 42 ans, à la mi-juillet 1983, L'Unité (hebdo du PS) titre en Une La bataille pour la Ville est ouverte. Par une note (17/07/1983) le secrétaire général de la présidence et de la « Commission nationale de la politique sociale des quartiers », CNDSQ, alerte François Mitterrand sur les « quartiers à l'abandon ». La CNSDQ en signale alors 22 - ils sont **MILLE QUATRE CENTS** en 2024 ! Ainsi, on a créé, disons, un ministère dédié à l'alcoolisme et quarante-deux ans plus tard, le nombre de ces alcooliques a bondi de... + **6 360 %**.

Début 2024 (derniers chiffres disponibles) ces « Quartiers de la Politique de la Ville » (QPV) comptent 5,2 millions d'habitants, ± 8 % de la population française. On y dénombre deux fois plus de vols violents sans armes qu'ailleurs en France ; trois fois plus de vols avec armes ou d'homicides. Bien sûr, l'Intérieur se garde bien de révéler, ou, pire encore, ne sait pas décompter, combien d'infractions sont commises ailleurs sur le territoire national, par des individus issus desdits QPV.



Pillage de la France - exemples parmi bien d'autres

France2 - 14/05/2025 - **BTP** : les vols d'engins de chantier explosent : en 3 ans, + **40 %** : matériel, outils ou pelleteuses ; près de **7 entreprises sur 10 impactées**.

Préjudice estimé : 31 000 € par société, vols par des gangs, avec revente en Europe de l'Est.

Le Figaro - 7/05/25 - **Vols de chiens** : augmentation, le phénomène n'épargne aucune région. En France, ils seraient près de **75 000** par an à disparaître, marché noir des chiens alimenté par la forte demande et les prix élevés de certaines races.

TF1 - 13/06/2025 - Les **agriculteurs** sont confrontés à la multiplication des **vols d'animaux** - on leur volait leurs tracteurs et GPS ; maintenant, leurs animaux. Aucune enquête d'envergure pour démanteler ces bandes n'a à ce jour été ouverte.

Le Parisien 2 juin 2025 - France-Info - 4/06/2025 - **Les vols de batteries sur les voitures hybrides** (mi-thermiques, mi-électriques, 20 % des ventes de voitures en France) se multiplient en Île-de-France, par des bandes opérant la nuit.

Elles n'épargnent aucune ville, longs délais de réparation et facture, élevée.

Une batterie coûte 3 000 €, plus les dégâts sur le véhicule allant de 10 à 15 000 €.

Braquages

Le Figaro - 22/05/2025 - Nantes : un hôtel 3 étoiles du centre-ville braqué. Vers 1h du matin, un individu sort une arme de poing exige du veilleur sa caisse et fuit ; un complice l'attend dans la rue. Préjudice, 200 €.

BFMTV - 21/05/25 - Les braquages de boutique de téléphonie se multiplient en Île-de-France. En moyenne, 16 boutiques de téléphonie ont été braquées chaque mois en 2024 en France.

Banditisme

RTL - 13/06/2025 « Le proxénétisme de proximité » ne cesse d'augmenter en France. En 9 ans, le nombre de cas connus est multiplié par 10.

Sabotages & attentats anars, antifa, ultragauche : échec total

Sabotages massifs d'infrastructures nationales critiques (aiguillages SNCF, réseaux de fibres optiques, Internet, etc.), usagers impactés par centaines de milliers... bandes armées ouvertement paramilitaires (Black Blocs, écocouillards, etc.) multipliant les émeutes : le gouvernement aux abonnés absents.

M. Darmanin en juillet 2024 (après les pires sabotages) : « On saura assez vite qui est responsable ». Onze mois plus tard, arrestations zéro, répression zéro. Le Parquet national antiterroriste, à la rentrée 2024, a engagé 5 procédures visant l'ultradroite (d'usage, de consternants débiles); aucune visant l'ultragauche.

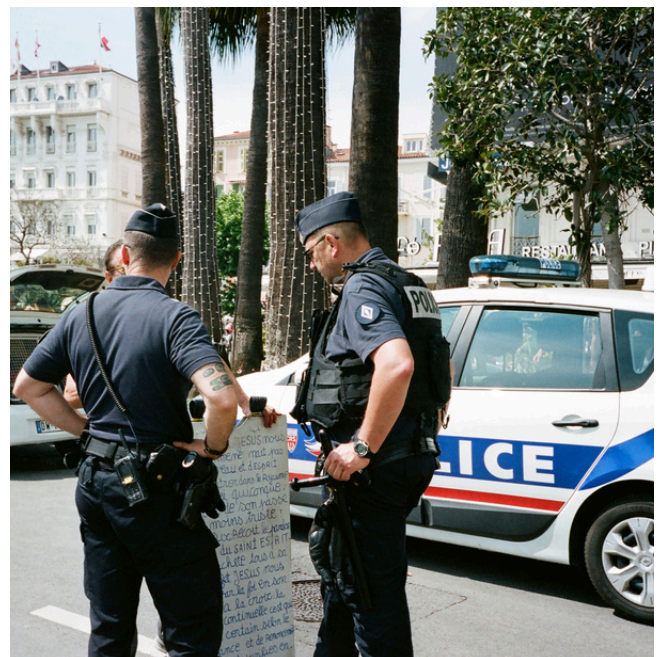
Le Figaro - 30/05/2025 - Sabotages sur la Côte d'Azur... coupures de courant massives... un poste électrique incendié à Tanneron, Var, et un

pylône saboté à Villeneuve-Loubet, dans les Alpes-Maritimes. Près de 160 000 foyers et commerces ont été privés d'électricité. Le lendemain, un transformateur électrique a été incendié au quartier des Moulins à Nice, privant de courant près de 45 000 foyers.

Forces de l'ordre... en désordre

La Cour des Comptes fustige les « incohérences » entre « zones police et gendarmerie » (ZP et ZG) côté maintien de l'ordre, système remontant à la loi du 23 avril 1941 « portant sur l'organisation générale des services de police en France » (Chef de l'État, le maréchal Pétain; ministre de l'Intérieur, puis chef du gouvernement, amiral Darlan). Depuis, hormis de vagues retouches tactiques, l'immobilisme s'éternise et s'aggrave « au détriment, souligne la Cour, des services rendus à la population... sans tenir compte de la démographie ni des tendances criminelles ».

Forces de sécurité, démissions - En 2022 (dernières données disponibles), Police nationale, 10 840 départs (+33 % sur 2021); Gendarmerie nationale, 15 078 départs (+ 25 % sur 2021).





Élucidation des crimes et délits : l'effondrement

Élucidation des crimes et délits : l'effondrement
L'efficacité d'une force de sécurité (police nationale et gendarmerie, chiffres conjoints) se mesure par ses taux d'élucidation (quantité, délais) des crimes et délits qu'on lui signale, ou qu'elle découvre. Sur 12 infractions clés, 10 taux d'élucidation baissent de 2017 à 2022.

Atteintes aux personnes

Homicides : dans l'année suivant l'infraction, en 2017, 81 % des homicides sont élucidés (un coupable présumé est identifié et arrêté); en 2022, on en est à 69 %; ainsi, de 2017 à 2022, + 16 % d'homicides et - 12 % d'élucidations.

Coups et blessures volontaires hors cadre familial (dans la rue, les transports, au travail ou à l'école, etc., par des inconnus, des rivaux...) taux d'élucidation, après flagrant délit ou dépôt de plainte, de 63 % à 54 %, - 9 % de 2017 à 2022; pendant ce temps, + 23 % de victimes.

Atteintes aux biens

Vols sans violences - cambriolages de logements - vols liés aux véhicules : au bout d'un an, 7 % de taux d'élucidation en 2022 (- 1 point sur 2021). 7 % de mis en cause signifie qu'environ 93 % des cambrioleurs agissent impunément ■

2017-2022, les taux d'élucidations s'effondrent



+ 16% d'homicides
- 12% d'élucidations



+ 23% de coups et blessures volontaires
- 9% d'élucidations

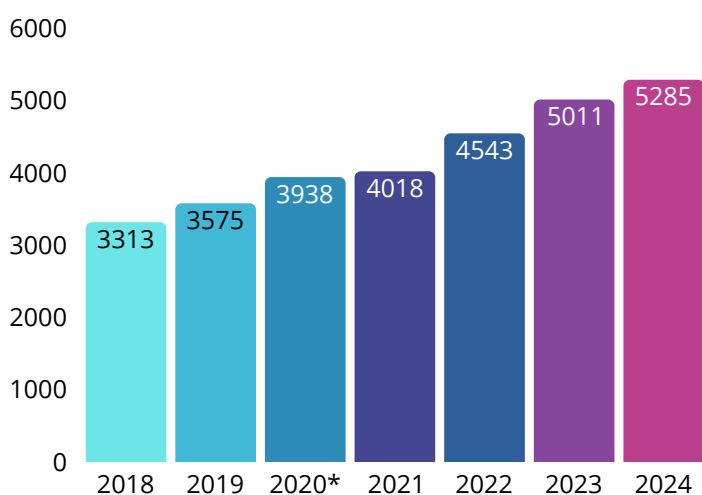
Les points essentiels pour la sécurité des Français au quotidien

Homicides et tentatives

Depuis la généralisation de la médecine d'urgence (SAMU et SMUR), décompter justement les homicides volontaires exige d'agréger les aboutis (morts) aux tentatives (blessés) ; chaque année un peu plus, en mode vases communicants, les progrès de la médecine d'urgence transfèrent la colonne « morts » dans celle des « blessés sérieux ».

En 2024, on a ainsi 5 285 homicides & tentatives connus des autorités.

Années-Macron : (2018 - 2024)



*Année atypique : confinements, patrouilles de police, etc.

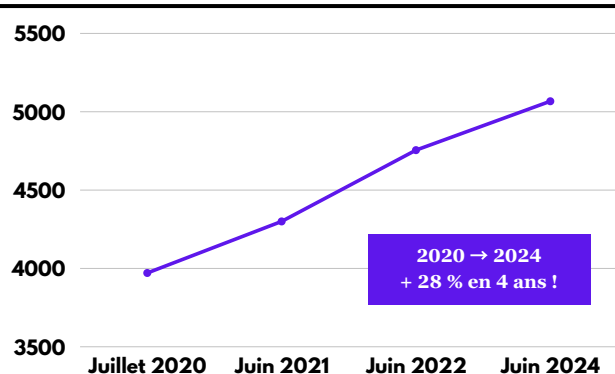
2018-2024 : homicides et tentatives, l'effrayant total de + 59 % en huit ans, chiffre de loin le pire depuis le début du XXe siècle.

Rien que dans les années-Macron (2018-2023) ces homicides plus tentatives (2018 : 3 313 ; 2023 : 5 065) bondissent de + 53 %. Dans les Bouches-du-Rhône et à Marseille, de 2022 à 2023, homicides + tentatives ont bondi de + 117 % (de 76 à 165). Pour la France entière, homicides + tentatives, de 2022 à 2023, ont augmenté de + 18 %. Ces chiffres sont les pires, parfois, depuis que le comptage officiel existe.

Sous MM. Macron et Darmanin, explosion du nombre des HOMICIDES ET TENTATIVES

Chiffres du ministère de l'Intérieur, correctement calculés	Juillet 2020 - juin 2021	Juillet 2022 - juin 2023
	Homicides : 868 Tentatives : 3 103 TOTAL : 3 971	Homicides : 1 026 Tentatives : 3 729 TOTAL : 4 755
	Juillet 2021 - juin 2022	Juillet 2023 - juin 2024
	Homicides : 896 Tentatives : 3 404 TOTAL : 4 300	Homicides : 942 Tentatives : 4 125 TOTAL : 5 067

Sur quatre ans (2020-2024), ± 28 % d'homicides et tentatives en plus



Coups et blessures volontaires (C&BV)

(Se faire molester, voire lyncher). Ceux commis hors cadre familial : connus pour 2023, 171 500, + 26 % depuis 2018 (années-Macron). Il s'agit là des seuls C&BV connus des autorités ; le total réel (« chiffre noir ») dépasse les 500 000, soit $\pm 1\,400$ par jour, quasiment une agression violente par minute.

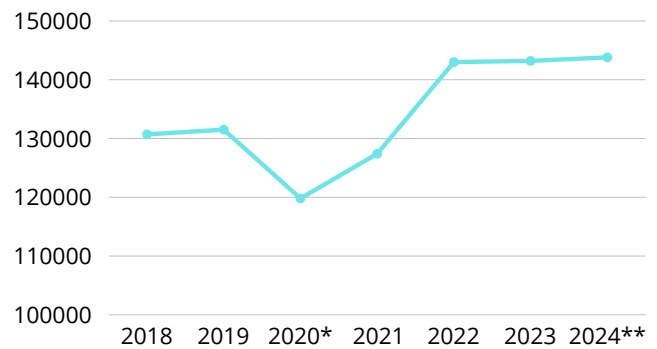
Les C&BV portés dans le cadre familial sont spécifiques : ivrognerie, scènes de ménage, etc. ; il n'y a pas vraiment d'enquête, les protagonistes habitent ensemble, etc. ; ces (parfois graves) violences physiques doivent d'autant plus être mises à part que leur prévention-régulation échappe pour l'essentiel aux forces de l'ordre : comment les éviter ? Mettre un policier dans chaque salon ?

Restent les C&BV hors famille, eux traumatisants pour la population, car ils sont commis sur la voie publique, dans les transports, dans les lieux d'enseignement ou alentours. En français commun, un quidam se fait « casser la figure » dans son quartier.

Sur sept ans complets, ces C&VB hors famille ont augmenté de 10 %.



Évolution des C&BV hors famille dans les années pleines de la présidence de M. Macron (2018 - 2024)



*Année atypique : confinements, patrouilles de police, etc.

**Année atypique : hyper-sécurisation avant et pendant les JOP.

Cambriolages

+ 3 % de cambriolages, « 600 par jour », annonce l'Intérieur pour 2024 ; chiffre déjà mauvais, repris par les médias comme les « cambriolages en France », occultant par complicité (ou ignorant par paresse) que c'en est qu'à peine la moitié.

Voilà le vrai comptage :

- Selon l'Intérieur, 218 700 cambriolages de logements,
- PLUS 45 % du chiffre précédent, concernant les bureaux, boutiques, locaux officiels et hangars agricoles : 98 415
- Total des cambriolages connus de l'Intérieur et qu'il devrait au minimum publier, 317 115.
- PLUS ceux non déclarés ni enregistrés par les autorités (« chiffre noir »), 37 % du tout, selon l'Intérieur lui-même (Enquête VRS 2024), 117 330 environ.
- Les Français ont vraiment subi 434 445 cambriolages en 2024, 1 191 par jour, ± 50 par HEURE.

Taux d'élucidation des cambriolages par les forces de l'ordre - ± 10 % des cambriolages élucidés au bout d'un an en 2022 ; ça baisse à 7 % en 2024.

Cambriolages : ailleurs en Europe ? Comparaisons

Cambriolages : il est ardu de comparer la France à ses voisins Anglais, Allemands, Italiens et Espagnols : chacun a un gouvernement, une langue, une base statistique, différentes. Et ce qu'on décompte varie : cambriolage des seuls logements privés ici, là toutes effractions (bureaux, usines, commerces, locaux officiels, etc.).

Nous avons cependant pu, à peu près, reconstituer la variable « cambriolages en tous lieux » pour 2024, grâce à Eurostat (l'INSEE de l'Union européenne) et autres documents ; avec comme base de population les derniers recensements. Autre obstacle : les « chiffres noirs », écarts entre les cambriolages commis, et ceux connus de la police-justice de chaque pays.

Ardu pour un pays centralisé (la France) - torture pour des pays fédéraux. Reste la base solide des effractions connues pour chaque pays, pour tout lieu cambriolé.

Pays	Population	Cambriolages 100 000 hab.
1 - FRANCE	± 68 m. d'habitants	467 / 100 000 habitants.
2 - ITALIE	± 59 m. hab.	447 / 100 000
3 - ENGLAND +WALES *	± 61 m. hab.	417 / 100 000
4 - ESPAGNE	± 49 m. hab.	261 / 100 000
5 - ALLEMAGNE	± 83 m. hab.	152 / 1 00 000

*Le reste du Royaume-Uni (Écosse, Ulster) est comptabilisé à part ; mais E+W ont 90 % ± de la population totale.

Trois fois plus de cambriolages en France qu'en Allemagne. On comprend pourquoi, nos gouvernements balaiant la poussière du comptage criminel sous le tapis...

Cambriolages : faits concrets (entre tant d'autres...) :

Les cambriolages de magasins, de bureaux de tabac, d'ateliers et de services techniques municipaux, de supermarchés et commerces divers, de véhicules d'artisans (pour leurs outils), de zones d'activités, de locaux sportifs ou associatifs, se multiplient, spécialement dans les zones rurales, loin des métropoles.

Or toutes ces sérieuses infractions, rendant souvent la vie impossible à des citoyens payant leurs impôts, notamment pour être protégés, ont un point commun : celui d'être ignoré dans les statistiques publiées par le ministère de l'Intérieur : il faut lire les petites lettres - l'intérieur ne publie QUE les cambriolages de résidences personnelles et balaie tout le reste, une (considérable) poussière, sous le tapis.

La France est tant et plus imposée - mais son pillage est à 100 % dédaigné par le gouvernement.

Le Courrier Cauchois - 11/06/2025 - Sainte-Marie-des-Champs. Cambriolage d'un magasin de cycle : cinq Moldaves interpellés - Cambriolage par « voiture bélier » d'une boutique de cycles près de Chartres (28). Une série : effraction au pays de Caux, le 3 mai à Sainte-Marie-des-Champs, près d'Yvetot ; trois autres, le 8 mai à Grand Bourgtheroulde (27), le 28 mai à Pacy-sur-Eure (27), puis à Bernay (27). Préjudice cumulé, ± 500 000 €.

L'Yonne républicaine - 10 juin 2025 - Une boulangerie victime d'un cambriolage à Auxerre, deuxième coup dur en 15 jours - Le Fournil av.

Charles-de-Gaulle à Auxerre, cambriolé vers 1 h 35, la nuit du lundi 9 juin 2025. Un homme a brisé la porte d'entrée avec une pierre et volé les 180 € de la caisse.

La République du Centre-Ouest - 2 juin 2025 - Braquages, tentatives de vol chez les buralistes - En un an, cambriolages de tabacs + 10 % - fin avril à mi-mai, série de cambriolages autour de Pithiviers, 12 vols ou tentatives.

Ici - 8 juin 2025 - Le Secours populaire de l'Isère - après le cambriolage de Noël 2023 : la nuit du 5 juin, un camion frigorifique a été volé. Ce véhicule coûte 60 000 €.

Le Journal de Saône-et-Loire - 6/06/2025 - La Chapelle-Naude, après celui à Joudes, nouveau cambriolage à l'atelier municipal des individus volent le matériel électroportatif. Préjudice : 26 000 €.

La Voix du Nord - 4 Juin 2025 - La boutique SFR de Maubeuge à nouveau visée par un cambriolage - la 2e fois en un an que la boutique SFR est ciblée.

Le Perche - 6 juin 2025 - L'enseigne Connexion Partenaire Boulanger de nouveau cambriolée. L'enseigne Connexion, route de La Ferté-Bernard à Mamers (Sarthe), cambriolée dans la nuit du jeudi 5 juin.

Les gérants ne cachent pas leur « lassitude » face à « cette insécurité grandissante ».

Ici - 2/06/2025 - Recrudescence des cambriolages en Lozère, notamment les commerces, commis très vite, de 3 à 5 minutes, la nuit ou les jours de fermeture, d'abord les espèces en caisse ou les boîtes à pourboires.

L'Éveil Normand - 27/05/2025 - Dans ce petit village de l'Eure, la boulangerie a de nouveau été cambriolée Deux individus cagoulés cassent la porte et volent la caisse enregistreuse (qui contenait 200 €).

Ici - 25 mai 2025 - Une boutique de prêt-à-porter cambriolée en Charente, 100 000 euros de vêtements dérobés - Le magasin de prêt-à-porter TimeSquare cambriolé, la nuit du vendredi 23 mai, à Champniers (Charente). Les voleurs ont fui avec près de 1 200 vêtements, préjudice 100 000 €. Les boutiques de cette zone d'activité sont souvent visées par des cambriolages.

Le Télégramme - 25/05/2025 - Cambriolages en série à Iffendic : le maire rallume l'éclairage public nocturne - La ville d'Iffendic, près de Rennes, subit une forte recrudescence de cambriolages dont des commerces et véhicules d'artisans.

Ouest-France - 25/05/2025 - un commerce de spécialités indiennes et pakistanaïses du centre de Rennes victime de deux cambriolages en deux nuits du 24 au 25 mai 2025.

Ici - 25/05/2025 - « Le club de foot de Guéret de nouveau victime d'un cambriolage - La buvette du club de foot de Guéret cambriolée la nuit du samedi 24 mai ; des boissons volées et les caisses du week-end, de 300 à 400 € La buvette a déjà été cambriolée par le passé, avec « les vestiaires, le local technique et le siège du club où ils ont un peu tout cassé ».

La Nouvelle République - 21/05/2025 - Plus de 30 000 € de préjudice : les services techniques d'Ardentes, dans l'Indre, victime d'un nouveau cambriolage - Le week-end de Pâques, les locaux des services techniques d'Ardentes cambriolés, du matériel portatif, volé. Récidive, la nuit du 16 mai, vol de tuyaux de cuivre et d'un fourgon. Préjudice plus de 30 000 € ■



Stupéfiants & toxicomanie

L'OFDT mesure récemment le coût social de la drogue en France (toxicomanie, trafic, mortalité, finances publiques) : près de HUIT MILLIARDS d'€/an.

La triade Macron-Dupond-Moretti-Darmanin a été un désastre. En 2022 (eux trois étant aux affaires) la France comptait ± 600 000 cocaïnomanes adultes (usage dans l'année) – fin 2023 ils sont 1,1 million (OFDT, 15/01/25). En dix ans, les hospitalisations pour intoxication à la cocaïne ont quadruplé.

En 2016, 1,6 millions de Français âgés entre 18 et 64 ans déclaraient prendre au moins une fois par an de la cocaïne. Ils étaient 2,7 millions en 2023 : une augmentation de PLUS de 70 % !

Sur la même question, tous stupéfiants confondus, sauf cannabis (donc les « drogues dures »), on passe de 2,3 millions en 2016 à 3,9 millions en 2023, PLUS 50 % !

Stupéfiants : faits concrets

Agences - 5/06/25 - Drogues de synthèse, l'Europe submergée : dernier rapport de l'agence européenne « menace émergente » pour la santé publique... 7 500 morts en 2023 (UE + Norvège et Turquie), le marché devenu hors de contrôle. Le cannabis (24 millions d'utilisateurs) est toujours plus trafiqué, vendu dans la rue ou en boutiques, parfois mélangé à des ingrédients dangereux...

Plus de 419 tonnes de cocaïne ont été saisies en 2023 ; on compte près de 5 millions d'utilisateurs. Nul programme de prévention concrète en œuvre à ce jour, ni en Europe ni à grande échelle dans les pays membres. Les gangs s'organisent, les autorités semblent dépassées, les drogues continuent d'envahir l'Europe.

Nice Matin - 5/05/2025 - « Tsunami blanc » sur les ports, les aéroports, les routes et les côtes françaises en 2024. Selon l'OFDT, en janvier passé, dures ou douces, naturelles ou de syn-

thèse, à fumer, sniffer, avaler ou injecter, les drogues n'ont jamais été aussi variées et accessibles, tous indicateurs en hausse, hors le cannabis. En 2023, 1,1 million d'utilisateurs ont consommé au moins une fois de la cocaïne, le nombre a quasi doublé en un an (600 000 en 2022).

Pour la MDMA et l'ecstasy - venant surtout des Pays-Bas – on comptait ± 750 000 usagers en 2023, surtout de jeunes adultes. Selon le Système d'identification national des toxiques (SINTES), la moitié des échantillons de cocaïne présentent un taux de pureté de 80 %, avec des pics atteignant 90 % dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA).

20 Minutes - 12/06/2025 - Drogue : Une étude montre une explosion de la cocaïnomanie en entreprise – les tests positifs à la cocaïne sont 13 fois plus nombreux en 2025 qu'en 2017. Ces tests concernent des postes à risque, à plus de 80 % dans le BTP.

20 Minutes - 4/06/2025 - La « Monkey Dust », nouvelle drogue de synthèse de la famille des cathinones, produit d'intenses sentiments d'euphorie, augmente l'énergie et la vigilance, suite : paranoïa sévère, hallucinations et agressivité. En 2025, premières saisies de cette drogue en Seine-Saint-Denis.

BFMTV - 29/05/2025 - Des trafiquants français collaborent avec le cartel mexicain de Sinaloa. Un gang français produisait des kilos de cristaux de meth' dans une villa de l'arrière-pays varois ; production dont ils espéraient 11 millions d'€. L'apport initial était léger : 150.000€, appui de la logistique, expertise des cartels, cybermonnaies pour les transactions illégales. Ces cartels fournissent « un savoir-faire technique : "cuisiniers" pour la meth', création de labos de conversion de cocaïne » ■



... De fins connaisseurs, et pour cause, du ministère de l'Intérieur...

Situation politique

Le volontarisme déclaratoire de Bruno Retailleau a impressionné élus et populations, mais ses mots pèsent plus que ses actes. Il ne bénéficiera d'aucune aide des autres acteurs de la chaîne régaliennne (prisons pleines, magistrats en sous-effectifs chronique, Assemblée Nationale ingérable etc.). Risque : l'absence de résultats face à maintes déclarations d'intention.

Il doit donc diagnostiquer le fiasco sécuritaire, dont les échecs antérieurs de l'Intérieur, et annoncer clairement les mesures urgentes visant à réarmer l'autorité.

Bilan sécuritaire

- Les crises émergentes s'évaluent au jour le jour et au doigt mouillé ; les gouvernements successifs ont cassé le thermomètre pour effacer la fièvre. Les statistiques annuelles de l'État 4001 sont cachées dès le début 2000 et l'Observatoire de la délinquance et des réponses pénales est dissous par Emmanuel Macron. Dans ce brouillard organisé, on passe de 1 million d'infractions constatées en 1970 à, plus de 4 millions aujourd'hui (pour les « enquêtes de victimisation », sans doute plus de 10 millions). Le mensonge organisé permet de jouer sur des mots (sauvageons, racailles, barbares, etc.) mais occulte l'essentiel : l'aggravation phénoménale du nombre des crimes et délits.

- Le renseignement démembré voici deux décennies, mal réorganisé depuis, souffre de la dichotomie entre le national et le territorial.

- Problème crucial, les effectifs : en cinq décennies, la criminalité bondit au minimum de 800 % et le potentiel d'intervention de la police, juste de 23 %. Plus, dit la Cour des Comptes, des démissions massives de policiers et gendarmes ces dernières années.

De ce fait, l'effet 35h, la RGPP de Nicolas Sarkozy, la difficulté du recrutement, la concurrence des polices municipales et les annonces factives de recrutement en sécurité publique de G. Darmanin ont eu pour conséquence un manque de plus de 30 000 policiers. Effectifs insuffisants, effondrement de l'autorité : le policier devient la proie du voyou.

Que faire pour avancer ?

L'action exige de bien évaluer les crises émergentes ; donc, un renseignement agile et évolutif.

- Calibrer en plans pluriannuels les moyens à instaurer pour bâtir une stratégie fondée sur les trois modes d'action de la sécurité publique : prévention, dissuasion, répression. Abolir la stratégie de la citadelle assiégée et réinvestir les quartiers.

- Bâtir un partenariat opérationnel entre les services de l'État et les capacités d'intervention réelles des collectivités locales.

- Promouvoir, grâce aux lois de décentralisation, des structures visant à mieux contrôler la délinquance des jeunes (certaines ont déjà fait leurs preuves).

- Donner aux maires la capacité de réunir régulièrement une commission ad hoc de partage des informations et décider, en accord avec la police ou la gendarmerie, de mesures prescriptives engageant dans la durée les services de l'État.

Agir, bien et vite

- Réactiver un Observatoire national de la délinquance et des réponses pénales, intégrant l'analyse des mécanismes de délitement de la société. Exemple : Il est singulier que l'on découvre brutalement les problèmes de santé mentale des adolescents ;

- Repenser l'état des effectifs de chaque circonscription (EMR) et instaurer des plans pluriannuels de recrutement de policiers. Ce, plutôt que d'inciter les maires à créer des polices municipales, le contribuable payant alors deux fois pour un dispositif aléatoire.

En se défaussant sur les collectivités locales, le régalien néglige les attentes de nos concitoyens, rejetant un énième échelon intermédiaire pour le traitement de leurs plaintes ; et soulève de réelles difficultés fonctionnelles ;

- Reconstituer le potentiel de la police judiciaire, malmenée par la réforme Darmanin et renforcer le renseignement territorial ;

- Associer vraiment les maires à la coproduction de sécurité en exploitant les opportunités de la décentralisation. Si la répression (tribunaux, pénitencier) échappe au ministre de l'Intérieur, la prévention et la dissuasion lui ouvrent un large

champ de partenariat essentiel à la reconquête des quartiers, des familles et de leurs enfants.

Il n'y a pas de génération spontanée de délinquants : pour restaurer l'autorité, la police doit renouer avec les forces vives subsistant dans les quartiers, désespérant du reflux des services de l'État.

Pour ce faire, à mesure de la remise à niveau des effectifs, il est nécessaire de réinvestir les quartiers, recréer les liens de confiance avec la population, acte fondateur du retour à l'ordre des territoires en difficulté ■

